

LE BASSIN MÉDITERRANÉEN : ESPACE DE RIVALITÉS AUX PORTES DE L'EUROPE ?

INTERVENANTS

Frédéric Encel : Docteur en géopolitique, il est maître de conférences à Sciences Po Paris. Lauréat du Grand prix de la Société de Géographie, il est membre de la Société de Géographie et du Comité de rédaction de la revue *Hérodote*. Son dernier ouvrage paru est *Les 100 mots de la guerre* (PUF, 2020).

Amiral Jean Dufourcq : il a sillonné les eaux tumultueuses de Méditerranée et d'Atlantique à bord des sous-marins et frégates sous son commandement. Aujourd'hui chercheur en affaires stratégiques dans le programme *Méditerranée occidentale* de l'Institut de stratégie comparée à l'école militaire de Paris, et académicien de la Marine.

ENTRETIEN

La Méditerranée est au centre de préoccupations qui dépassent largement l'échelle de la vingtaine de pays qui la bordent. Cette mer fermée est une voie maritime clé du commerce mondial, comme l'ont illustré les conséquences économiques et géopolitiques du blocage du canal de Suez, qui voit transiter 13% du commerce mondial, par le navire *Ever Given* 6 jours durant à compter du 23 mars 2021. Elle a été au fil de l'histoire un espace convoité par les grandes puissances, de la *Mare nostrum* romaine en passant par la domination ottomane de sa partie orientale, et demeure aujourd'hui un espace clé tant sur les plans commerciaux que militaire, un espace devenu clivé, discontinu et sous tension permanente comme l'illustre notamment les conflits syrien et libyen.

- 1) Jean Dufourcq pourriez-vous rappeler les raisons et les enjeux des aspirations démocratiques de la jeunesse arabe en 2011, et 10 ans plus tard celles encore du peuple algérien avec le Hirak ou encore du peuple libanais avec la Thawra ?

Jean Dufourcq :

Cela peut être résumé en deux mots : « jeunesse et dignité ». Les peuples d'Afrique du Nord sont jeunes et ont longtemps été confrontés à des régimes autoritaires. Avant les printemps arabes ces régimes, du fait qu'ils permettaient l'endiguement des mouvements migratoires, étaient vus comme acceptables. En parallèle, les sociétés civiles de ces pays portaient depuis de nombreuses années des revendications en faveur de la dignité humaine. Ces revendications pour la dignité ainsi que la jeunesse de la population sont les deux facteurs communs des révoltes du printemps arabe. Peu de gens mesuraient la détermination des jeunes à agir. L'étonnement devant la

violence de la contestation, particulièrement en Tunisie et en Égypte, a conduit à des moments de flottement du pouvoir provoquant la chute des régimes en place.

La situation de l'Algérie est très différente. Cela peut s'expliquer par la « décennie de sang » qui a suivi la prise de pouvoir de l'armée au début des années 1990. L'affrontement très dur et violent des années 1990 est l'une des raisons de la spécificité de l'expression de la contestation du pouvoir par le peuple algérien qui semble avoir un rapport plus passif vis-à-vis de l'autorité. Ainsi, la mobilisation en Algérie pour obtenir plus de dignité et réduire le pouvoir des militaires prend actuellement avec le Hirak une forme différente de celle de la jeunesse arabe en 2011 évoquée précédemment.

- 2) Frédéric Encel vous expliquez dans votre livre *Géopolitique du Printemps arabe* publié en 2014 chez PUF, pourquoi selon vous Bachar Al Assad ne sera pas évincé du pouvoir par les manifestations. Dix ans après le début de la guerre en Syrie, l'Histoire vous a tristement donné raison. Comment expliquer ce maintien au pouvoir, alors qu'il en a été autrement pour Moubarak en Égypte et Ben Ali en Tunisie ?

Frédéric Encel :

Pour rebondir sur la première question, il est vrai que la dignité est quelque chose qui manque cruellement dans le monde arabe. Un certain nombre d'occidentaux considèrent que la démocratie n'est pas un système nécessairement bon pour les peuples arabes et qu'ils se satisferaient de la dictature et de la misère. Ce qui est une représentation détestable pour reprendre le terme d'Yves Lacoste. Les jeunes arabes ont cependant démontré qu'elles avaient elles aussi un grand désir de dignité.

Pour ce qui est de la situation syrienne maintenant, début 2011, au commencement de la contestation du pouvoir syrien, de nombreux ministres des affaires étrangères prédisaient son effondrement à la suite des trois dictateurs déjà tombés durant le printemps arabe. Cependant cela n'était pas si évident au vu de la forme particulière du régime en place en Syrie. En effet, dès sa prise de pouvoir en 1970 le clan Assad s'est beaucoup appuyé sur la communauté dont il est issu, les alaouites, qui représente entre 10 et 15% de la population du pays. Ce fort « clanisme » du régime a pour effet d'associer le destin à la minorité Alaouites avec celui du pouvoir car si ce dernier tombe, toute la communauté en subira les conséquences. Pour illustrer cela on peut rappeler qu'en 2012, l'ONG Human Rights Watch considérait que si Bachar Al Assad perdait le pouvoir, alors il y avait un risque de génocide à l'encontre des Alaouites. Ainsi, la communauté Alaouite et d'autres minorités du pays comme les Druzes et les chrétiens se sont fortement opposées à la prise de pouvoir de la majorité sunnite, rendant le régime en place plus solide.

S'ajoute à cela la faiblesse de l'Occident qui a accru la force du pouvoir syrien. Cela peut être illustré par la non-action de l'administration Obama après que le régime syrien a franchi en août 2013 la ligne rouge qu'elle avait elle-même définie : l'utilisation par le régime syrien de gaz neurotoxiques contre sa population. C'est d'ailleurs

seulement après ce renoncement que la Russie a déployé ses bombardiers en Syrie et imposé par la suite un statu quo dans la région.

Ainsi, l'important « clanisme » du pouvoir Syrien couplé avec le soutien de ses alliés Russe et Iranien non entravé par un Occident en retrait, sont les deux éléments qui peuvent expliquer la solidité du pouvoir Syrien.

- 3) Qu'en est-il de la présence Russe en mer méditerranée notamment dans la guerre civile syrienne depuis 2015 qui a notamment permis à la Russie d'obtenir un bail de 49 ans sur le port en eau profonde de Tartous. Ce port de Tartous, l'annexion de la Crimée en Mer Noire avec la base de Sébastopol et l'instauration d'une nouvelle base russe en Mer Rouge à Port Soudan, font-ils partie d'une même stratégie maritime ?

Amiral Jean Dufourcq :

« La présence russe en méditerranée n'est pas neuve »

La Méditerranée est une zone de frictions et de contact et les Russes y jouent depuis bien longtemps. « Les forces soviétiques ont régné en chat et souris en Méditerranée pendant toute la guerre froide » Tartous est depuis fort longtemps une base soviétique. La présence russe en Méditerranée n'est qu'un prolongement de l'histoire. Il ne faut pas oublier que les Russes ont commencé leur vision navale vers le Sud. Par exemple la Mer Noire a été russe pendant très longtemps. Russes et ottomans se la sont partagée avant que les occidentaux ne s'y intéressent. « Il y a aujourd'hui une volonté russe de reprendre les chemins soviétique d'hier ». Ainsi, cette influence russe en Méditerranée n'est ni récente ni spécifique au président Poutine. La Méditerranée est un continent liquide qui met en contact de nombreux pays. L'aspect trans-Méditerranée ne doit à ce titre pas être oublié face aux lignes de tensions et de partages.

« Nous avons tous nos méditerranés' »

La Méditerranée ce n'est pas la même chose pour tout le monde. Par exemple, pour les Italiens, la Méditerranée c'est l'Egypte et la Libye. Tandis que pour l'Espagne, ce sont les îles Canaries et le Maroc. Pour la France, c'est le Maghreb central. Alors que pour les Américains la Méditerranée est un grand couloir de l'Espagne jusqu'à l'Iran voire la Chine, tout en étant assuré qu'Israël est bien placé sur ce chemin. La Méditerranée est donc Est-Ouest pour les Américains. Tandis que pour les Européens, la Méditerranée est Nord-Sud. Le stratéliste doit faire attention lorsqu'il parle de Méditerranée d'où il parle et de quoi il parle

- 4) L'occident n'a pas tenu sa promesse d'intervention en Syrie en cas d'utilisation d'armes chimiques. La décision inverse avait été prise en Libye. Deux décisions différentes, mais un même résultat : le chaos. Comme en Syrie, la Turquie s'est engagée dans le conflit libyen en Tripolitaine et y a importé des djihadistes syriens, à tel point que l'on parle d'une syrianisation et d'une milicisation du conflit. Quelle leçon tirer des échecs occidentaux ? Plus généralement,

comment percevoir la relation entre la Turquie et la Russie qui s'illustre notamment en Libye, en Syrie et dans le Caucase ?

Frédéric Encel :

Il faut remettre dans leurs perspectives historiques et géographiques les initiatives d'interventions. La Libye, pour les Français et les Italiens, c'est juste en face, ce n'est pas comme la Syrie. Il y a en Libye des enjeux différents :

- les routes de l'immigration (qu'il faut nuancer car elles sont sans doute sens fantasmées),
- 2% des réserves conventionnels au monde,
- 2% des réserves de gaz au monde,
- et depuis la fin années 1950 il y a une base russe permanente en Libye.

C'est en notamment pour ces raisons que nous sommes intervenus (précipitamment) en Libye.

La méditerranée est devenue l'inverse de la *Mare nostrum* :

Il n'y a pas une représentation commune de la Méditerranée comme bassin commun. La majorité des Français ne se perçoivent pas prioritairement comme méditerranéens. Les Israéliens ne se considèrent pas méditerranéens. Les populations arabes n'ont pas du tout comme représentation primordiale d'être des méditerranéens, ce sont des arabes, des musulmans ou des Africains de manière générale. Personne ne s'affirme prioritairement méditerranéen, même s'il vit sur les côtes méditerranéennes.

L'actuel politique turque ressemble à un néo-ottomanisme.

Avant la Première Guerre mondiale, l'empire ottoman n'exprimait pas de revendications prioritairement méditerranéennes. Les lignes de partages sont bien plus importantes que notre manière angélique de voir la Méditerranée. La Méditerranée est un lieu de passage (pour le commerce) mais souvent non désiré (dans le cadre la migration). Au Nord de la Méditerranée il y a un système extrêmement puissant qu'est l'OTAN. Mais au Sud il n'y a pas d'alliance (l'union du Maghreb arabe a échoué à plusieurs reprises). Par exemple, l'Algérie et le Maroc sont en pleine guerre froide. On a affaire à des systèmes juridiques et stratégiques littéralement opposés. Aujourd'hui la Méditerranée est une frontière et il faut tout faire pour que celle-ci ne devienne pas un ou plusieurs fronts.

Amiral Jean Dufourcq :

La Méditerranée est une frontière Nord-Sud et une frontière Est-Ouest. Il y a plusieurs méditerranées avec de grandes différences stratégiques. Néanmoins, concernant l'OTAN, on peut avoir une vision plus nuancée : l'OTAN n'a pas réussi son travail en Méditerranée, pas plus qu'en Europe, c'est aujourd'hui une sorte de recours pour le président américain.

« Avec le président russe et le président chinois, le président américain serait heureux de faire à nouveau une sorte de triangle de pouvoir dans lequel les Européens n'aurait plus de place »

Les enjeux gaziers en Méditerranée vont structurer les relations et complètement changer les comportements stratégiques. Cela va changer la règle du jeu et donnera lieu à des partenariats et de nouvelles frictions.

- 5) Arrêtons-nous sur la position française, qui est ambiguë dans ce conflit libyen puisqu'elle soutient officiellement le gouvernement reconnu par la communauté internationale mais apporte un soutien officieux au maréchal Haftar, ancien proche du déchu Kadhafi et perçu comme mieux placé pour lutter contre l'anomie tribu-jihadiste qu'est devenue la Libye. Le conflit provoque des rivalités intra-européennes, avec l'Italie notamment, ancienne puissance coloniale, en première ligne sur la route migratoire et dont le géant pétrolier Eni souhaite contrer Total pour l'exploitation du croissant pétrolier. La Libye suscite aussi des rivalités intra-OTAN puisque la France s'est vu refuser le contrôle d'un navire turc soi-disant humanitaire et s'est fait illuminer en retour. Jean Dufourcq, ça veut dire quoi exactement illuminer un navire ? Et quelle place pour la France en Libye, face à la Turquie et l'Italie ?

Amiral Jean Dufourcq :

Le terme « illuminer » signifie allumer un radar de tir et le pointer sur un bâtiment de guerre qui le détectera et sera donc en alerte. Cette pratique s'intègre dans les nombreuses frictions qui arrivent en mer : les bateaux se pistent, s'observent et s'intimident. On peut considérer cela comme des jeux qui ont pour but de montrer la détermination des acteurs. Cela est très fréquent dans la zone de Chypre où les illuminations sont nombreuses. Ces jeux peuvent cependant déraiper en raison de manque de sang froid ou d'erreurs techniques.

Passons maintenant à la situation de la France en Libye. Il s'agit d'une question difficile au vu de la complexité de la situation sur place. Durant 42 ans le régime de Kadhafi a maintenu l'unité de la Libye, pays tribal divisé en quatre parties. Aujourd'hui, cette division géographique en quatre du pays existe toujours et est un élément important à prendre en compte.

La position française a été de soutenir le processus officiel porté par l'ONU et l'Italie mais aussi d'apporter des moyens et de la légitimité au maréchal Haftar. La France a ainsi misé sur « deux chevaux ».

Depuis, la situation sur le terrain a beaucoup évolué avec les interventions des Russes et des Turques. Ces interventions extérieures peuvent se comprendre comme un transfert de conflits existants en Méditerranée orientale vers la Libye.

S'ajoute à cela le fait que la Libye constitue une porte d'entrée vers un certain nombre de marchés économiques. La Turquie, par exemple, intègre la Libye dans sa stratégie de pénétration des marchés économiques de l'Afrique de l'Ouest.

Ainsi la situation libyenne est très complexe car on y retrouve des visions claniques, des visions politiques, des sujets de droit international et des intervenants extérieurs.

La France a essayé de trouver des chemins pour accorder les différents acteurs, avec par exemple des rencontres à Paris qui même si elles n'ont pas abouti à ce que

souhaitait le gouvernement français ont permis des prises de contacts. L'action française a de plus conduit à des frictions avec l'Italie, ancienne puissance coloniale en Libye et attentive à ses intérêts pétroliers. Les deux pays n'ont pas su accorder leurs actions et intérêts sur le cas Libyen. La stabilisation de la Libye et les enjeux de cette stabilisation pour les pays de la région comme le Tchad, la Tunisie et l'Algérie semble être le facteur principal de la position française sur ce dossier et non les intérêts pétroliers.

Pour conclure, la situation libyenne est un grand jeu stratégique qui regroupe notamment deux puissances extérieures qui sont la Russie et la Turquie ainsi que le partenaire italien qui s'est senti dépossédé de son rôle en Libye par l'action de la France.

6) Comment comprendre ces chantiers néo-ottomans : idéologie ou pragmatisme ?

Frédéric Encel :

« La Turquie tente de jouer sur trop de tableaux différents sans en avoir réellement les moyens. »

Le cœur de la question est de savoir quelle variable est la plus importante dans le processus de prise de décisions ? La Turquie est parfaitement souveraine et a ainsi parfaitement le droit de sortir de l'OTAN mais elle ne peut pas être entre les deux. La Turquie se sent surement à l'étroit dans l'OTAN. Erdogan a le droit de jouer une pluri-politique avec plusieurs objectifs mais cela peut contrevenir aux règles en vigueur dans l'OTAN, c'est par exemple le cas le cas pour les très puissants missiles achetés par la Turquie à la Russie. Il ne faut pas voir Erdogan simplement comme un nouveau sultan, il y a une forme de pragmatisme. La Turquie fait de la démonstration de force. Erdogan souhaite modifier ce qui a été un pays sagement confiné dans le cadre de l'OTAN face au danger soviétique. Les membres de l'OTAN ont à réagir lorsque la politique étrangère d'Erdogan (par exemple vis-à-vis de Chypre) ne correspond pas à un comportement d'allié. Jusqu'à présent la plupart des dossiers stratégiques ouvert par Erdogan ont échoué. L'épée de Damoclès truque de la question migratoire pesant sur les européens est une épée en carton car la Turquie souhaite en faire un double usage. La Turquie tente de jouer sur trop de tableaux différents sans en avoir réellement les moyens. On parle de condominium russo-turc , il ne faut pas oublier que cela ne signifie pas nécessairement que la Russie et la Turquie s'entendent réellement.

Amiral Jean Dufourcq :

« Il ne faut pas craindre la Turquie, son apogée est atteinte. »

Nous sommes aujourd'hui à l'apogée d'un déploiement Turc. Erdogan a un déploiement extérieur censé lui apporté de l'aire politique et des opportunités économiques. La puissance Turque ne pourra que se replier dans les semestres à venir.

L'erreur que nous avons commise a été de regarder la Turquie comme un prétendant à l'UE ce qu'elle n'a sans doute jamais été, elle ne faisait que se moderniser. Le néo-ottomanisme n'a pas beaucoup d'avenir pas plus que la place de Turquie dans l'OTAN. Je pense que la Turquie profite de la fragilité de l'OTAN qui pourrait en mourir rapidement.

- 7) L'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes de l'UE, Frontex, déploie actuellement 3 opérations en Méditerranée pour sécuriser les frontières de l'UE, traquer les passeurs et sauver les migrants en danger. Ce sont les opérations Themis, qui couvre la Méditerranée centrale, Poséidon, qui couvre la Méditerranée orientale et Indalo, qui couvre la Méditerranée occidentale. Jean Dufourcq, comment s'organisent ces missions et sont-elles vraiment efficaces quand on sait que 20 000 migrants ont péri en mer depuis 6 ans et que les situations sur les îles de Lesbos en Grèce et Lampedusa en Italie laissent à désirer ?

Amiral Jean Dufourcq :

D'un point de vue militaire la présence des navires de guerre européens permet de porter secours aux personnes en danger en mer dans n'importe quelles conditions, en application des principes du droit maritime. L'enjeu politique est de savoir s'il serait possible d'établir une relation suffisamment structurée avec les pays de départ pour obtenir que la question migratoire soit ramenée à une question de contrôle de l'activité criminelle sur les côtes de ces pays. La plupart des côtes concernées par les flux migratoires sont celles de pays dans lesquels les structures politiques sont partagées entre clans. Cependant les outils européens sont fragiles, et certains acteurs de l'Union européenne sont en contradiction avec leurs intérêts. De plus, Frontex éprouve des difficultés à s'établir politiquement, et notamment dans sa capacité à traiter avec les pays de départ directement.

- 8) La Chine, acteur lointain, semble avancer ses pions en Méditerranée afin d'y défendre ses intérêts commerciaux notamment. Dans le cadre des nouvelles routes de la soie, projet phare de Xi Jinping, les investissements portuaires se font nombreux. La Chine a pris des participations dans une dizaine de ports du pourtour méditerranéen, en Grèce, en Italie, en Algérie ou encore en Turquie. Ces intérêts commerciaux s'accompagnent de liens sécuritaires et militaires illustrés par la base de Djibouti ou encore par des exercices conduits avec la Russie en Méditerranée Orientale en 2015. Frédéric Encel que penser de cette projection chinoise en Méditerranée ?

Frédéric Encel :

Il s'agit d'une projection de force et de puissance, et il ne faut pas se méprendre face à la rhétorique chinoise : les nouvelles routes de la soie ne sont pas de simples caravanes de pacifiques chameliers à finalité purement commerciale. Ces nouvelles routes de la soie sont parsemées d'installations militaires. Les Chinois ont ouvert une

base militaire à Djibouti alors qu'ils n'étaient pas attendus en Afrique de cette façon il y a 10-15 ans, de même que pour les zones portuaires méditerranéennes à l'image du port du Pirée. Sur le plan diplomatique la politique chinoise a vu son niveau d'offensivité s'accroître suite à la crise de la Covid 19. La Chine souhaite redevenir la première puissance mondiale que l'élite chinoise considère qu'elle a historiquement été sous le règne de la dynastie Ming, avant que les guerres de l'opium du début du XIXème siècle la confrontant aux Occidentaux, aux Russes et aux Japonais ne viennent mettre en cause leur puissance. Il y a dans la politique chinoise une volonté d'effacer cette remise en cause de sa puissance afin de redevenir la première puissance mondiale. Cependant, ils ne le peuvent pas sur le plan militaire, et notamment du fait de la longue tradition stratégique et militaire chinoise que l'on put faire remonter à Sun Tzu n'accordant pas la priorité au pouvoir hardcore, à la force militaire pure. C'est ce que l'on peut observer dans la politique chinoise en Méditerranée, qui vise par des prises de participation dans des secteurs civils stratégiques (électricité portugaise notamment) à pouvoir à terme influencer, peser sur les décisions politiques au sein de ces Etats. Il faut que l'Union Européenne réagisse sur le plan économique et politique si elle ne veut pas voir à l'image de ce qu'il se passe dans certains Etats d'Afrique Subsaharienne sa souveraineté remise en cause par le pouvoir économique chinois. La politique chinoise pose un défi appelant à une réponse politique européenne.

Amiral Jean Dufourcq :

Deux éléments très importants doivent être considérés dans la politique chinoise. Le premier est sa gestion de la surmasculinité de sa population. Une importante part du surplus des hommes du pays émigre pour s'implanter dans des pays connaissant une forte croissance économique. Cette émigration est encouragée par la politique chinoise qui ne peut leur assurer une place dans son territoire métropolitain. Un second élément est le sentiment de vulnérabilité que connaît la Chine. La Chine ne se sent pas assurée de son avenir. Le sentiment de fragilité intrinsèque de la Chine qui considère qu'elle ne trouvera son point d'équilibre qu'en 2049 est à considérer. Même si celle-ci a dernièrement fortement développé ses capacités militaires, le développement de ses forces n'a pas pendant longtemps été le fer de lance de sa politique de puissance et elle se considère toujours comme fragile sur ce plan.

QUESTIONS DU PUBLIC

- 1) Jamais depuis les guerres de Six jours et du Kippour le canal de Suez n'était resté fermé aussi longtemps. Doit-on craindre que cela inspire des attaques dans la région ? Peut-on faire confiance les aux égyptiens pour sécuriser et fiabiliser le canal ?

Amiral Jean Dufourcq :

Le canal avait été élargi récemment pour permettre le passage des bateaux lourds décisifs pour le commerce mondial, et on peut présager que suite à ce blocage les

capacités de remorquage vont être augmentées. Mais aucun pays n'a intérêt à déstabiliser le commerce mondial. Les terroristes, en revanche, pourraient voir dans l'attaque de ces flux le moyen d'avoir un effet décisif. Cependant, les puissances, à l'image de la Chine, ont intérêt à ce que la circulation par le canal de Suez soit fluide, et des moyens supplémentaires seront certainement apportés pour garantir l'ouverture de cette voie de navigation.

- 2) Quels sont les impacts potentiels du changement climatique sur la géopolitique de la Méditerranée ?

Frédéric Encel :

L'ouverture par la Russie d'une nouvelle voie de navigation commerciale par le détroit de Béring et l'Arctique va réduire d'un tiers le temps de trajet et risque de concurrencer à terme les voies navigables de Méditerranée et du canal de Suez. Or le canal de Suez, troisième source de devises étrangères et dont les revenus sont équivalents au sixième de ses exportations, est une rente vitale pour l'Égypte, pays déjà extrêmement fragile sur le plan économique et social. Les perspectives de cette concurrence de voies arctiques est donc inquiétante pour la stabilité de ce pays.

- 3) Pensez-vous que l'Union européenne a suffisamment inscrit les enjeux de coopération et de partenariat en Méditerranée dans son agenda politique ? Est-il possible d'obtenir une stratégie commune entre des pays européens ayant des intérêts et une vision aussi divergents comme vous l'abordiez précédemment ?

Jean Dufourcq :

L'Union européenne a essayé de créer des structures de coopération entre les différents acteurs mais les visions différentes de la Méditerranée et l'étirement des logiques politiques interne à l'Union rendent difficile le développement d'un modèle de coopération convenable (échec du projet de Barcelone). Il faudrait sectoriser la Méditerranée pour faciliter la coopération, et six pays qui se font face, la France, l'Espagne, l'Italie, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, pourraient développer une coopération plus structurante sur les plans économique et culturel. La France serait ainsi favorable à l'émergence d'un Med7 pour augmenter la contribution des pays latins à l'Union européenne, en faisant de l'espace méditerranéen un espace de collaboration. La réflexion devrait porter jusqu'à l'espace du Sahel où une coopération plus structurée politiquement et économiquement serait favorable.

Frédéric Encel :

Il faut de l'humilité lorsqu'il s'agit de créer des partenariats en Méditerranée, et il ne faut pas d'éléments rédhibitoires, s'agissant des droits de l'Homme notamment. L'implication de l'Union européenne ne semble pas nécessaire, la volonté de créer un espace de coopération 3+3 pu 5+5 s'étant déjà heurté au refus d'Angela Merkel

qui avait refusé que la France prenne la tête de ce groupe là et emporte toute l'Europe avec elle.

Il faut faire preuve de beaucoup d'humilité et par petites touches. Un dernier point en guise de rendez-vous : on parlera de la Méditerranée les 18 et 19 septembre prochains aux sixièmes Rencontres Internationales Géopolitiques de Trouville-sur-Mer autour des « Méditerranées ».

Vous pouvez retrouver l'intégralité de la conférence en replay sur notre chaîne YouTube (DSD - Dauphine Stratégie Défense) ou en cliquant sur ce lien : <https://www.youtube.com/watch?v=l5gonZis1Xg>

ⁱ Si vous voulez en savoir plus sur les printemps arabes, DSD a enregistré une série de podcasts pour leurs dix ans. Plus d'infos sur notre site